Règlement intérieur des lycées Dautry

Juin 2024

SECTION UNE : PRINCIPES ET VALEURS QUI REGISSENT LE SERVICE PUBLIC D'EDUCATION	3
ARTICLE I-1 : LE SERVICE PUBLIC D'EDUCATION.....	3
ARTICLE I-2 : LE RESPECT DES REGLES DE VIE COLLECTIVE.....	3
ARTICLE I-3 : PRINCIPE DE LAÏCITE	3
SECTION DEUX : REGLES ESSENTIELLES APPLICABLES A LA VIE DANS L'ETABLISSEMENT	3
ARTICLE II-1: HORAIRES D'OUVERTURE	3
ARTICLE II-2: HORAIRES DES SONNERIES	3
ARTICLE II-3: RETARDS ET ABSENCES	4
Article II-3-1: Retards	4
Article II-3-2: Absences.....	4
ARTICLE II-4: SURVEILLANCE	5
ARTICLE II-5: DEPLACEMENT DES ELEVES	5
Article II-5-1: A l'extérieur de l'établissement	5
Article II-5-2: A l'intérieur de l'établissement	5
ARTICLE II-6: SORTIES JOURNALIERES.....	5
ARTICLE II-7: EMPLOI DU TEMPS	6
ARTICLE II-8: ORGANISATION DE L'ETUDE	6
ARTICLE II-9: USAGE DE CERTAINS BIENS PERSONNELS	6
ARTICLE II-10: ACCES AU CDI.....	6
ARTICLE II-11: ORGANISATION DE LA RESTAURATION	6
ARTICLE II-12: CHANGEMENT DE QUALITE	7
ARTICLE II-13: SERVICE MEDICO-SOCIAL	7
Article II-13-1: Fonctionnement de l'infirmerie	7
Article II-13-2: Service social	7
SECTION TROIS : LA SECURITE.....	8
Article III-1 : Consignes de sécurité	8
Article III-2 : Objets de valeur.....	8
Article III-3 : Objets dangereux, alcool et stupéfiants.....	8
Article III-4 : Usage du tabac ou produit assimilable au tabac.....	8
Article III-5 : Tenue vestimentaire.....	8
Article III-6 : Véhicules motorisés.....	9
Article III-7 : Consignes de sécurité en EPS et travaux pratiques.....	9
Article III-8 : Vaccinations/Code de la santé publique	9
Article III-9 : Règles applicables aux secteurs technologique, industriel, de laboratoire et professionnel.....	9
Article III-9-1 : Dispositions communes	9
Article III-9-1-1 : Le code du travail	9
Article III-9-1-2 : L'accès aux secteurs professionnels, industriel et de laboratoire.....	9
Article III-9-1-3 : Utilisation du matériel spécifique.....	9
Article III-9-1-4 : Port des équipements de protection individuelle	9
Article III-9-2 : Particularités des équipements de protection individuelle	10
Article III-10 : Consignes relatives à l'utilisation du matériel informatique	10
SECTION QUATRE : DROITS DES ELEVES	10
ARTICLE IV-1 : DROITS INDIVIDUELS	10
ARTICLE IV- 2 : DROITS COLLECTIFS	10
Article IV-2-1 : Droit d'information et d'expression collective (Article L. 511-2, code de l'éducation).....	10
Article IV-2-2 : Droit d'association (Article 2 bis, loi du 1er juillet 1901 modifiée par la loi n°2011-893 du 28 juillet 2011)	11
Article IV-2-3 : Droit de réunion (Article R. 511-10, code de l'éducation).....	11
Article IV-2-4 : Droit de diffusion des publications des élèves (Circulaire n° 2010-129 du 24 août 2010 "Responsabilité et engagement des lycéens")	11
ARTICLE IV-3 : CONDITIONS D'EXERCICE	11
SECTION CINQ : OBLIGATIONS DES ELEVES	12
ARTICLE V-1 : OBLIGATION SCOLAIRE	12

ARTICLE V-2 : L'ÉDUCATION PHYSIQUE ET SPORTIVE	12
Article V-2-1 : Organisation générale	12
Article V-2-2 : Vestiaires	13
Article V-2-3 : La tenue	13
Article V-2-4: Gestion des inaptitudes	13
SECTION SIX : RESPECT DU CADRE DE VIE	14
ARTICLE VI-1: ATTITUDE AUX ABORDS DE L'ETABLISSEMENT	12
ARTICLE VI-2 : ESPACES VERTS	14
ARTICLE VI-3 : MATERIELS ET INSTALLATIONS MIS A DISPOSITION	14
ARTICLE VI-4 : PROPRETE	14
SECTION SEPT : LA DISCIPLINE, SANCTIONS ET PUNITIONS	14
ARTICLE VII-1 : PRINCIPE DE LA LEGALITE DES SANCTIONS ET DES PROCEDURES	14
ARTICLE VII-2 : PRINCIPE DU CONTRADICTOIRE	15
ARTICLE VII-3 : PROPORTIONNALITE DE LA SANCTION	15
ARTICLE VII-4 : INDIVIDUALISATION DES SANCTIONS	15
ARTICLE VII-5 : PUNITIONS SCOLAIRES ET SANCTIONS DISCIPLINAIRES	15
Article VII-5-1 : Punitions	15
Article VII-5-2 : Sanctions disciplinaires	16
Article VII-5-3 : La mesure de responsabilisation	16
ARTICLE VII-6 : APPEL	16
ARTICLE VII-7 : SURSIS	16
ARTICLE VII-8 : MESURE CONSERVATOIRE	16
ARTICLE VII-9 : CONDITIONS DE MISE EN ŒUVRE DES SANCTIONS ET PUNITIONS	17
ARTICLE VII-10 : LES DISPOSITIFS ALTERNATIFS ET D'ACCOMPAGNEMENT	17
Article VII-10-1 : La commission éducative	17
Article VII- 10-2 : Mesures de réparation ou alternatives à la sanction	17
Article VII-10-3 : Mesures de prévention	17
Article VII-10-4 : Mesures d'accompagnement	18
ARTICLE VII-11: SUIVI DES SANCTIONS	18
Article VII-11-1: Registre des sanctions	18
Article VII-11-2 : Dossier administratif de l'élève ; effacement des sanctions	18
ARTICLE VII-12 : INSTANCES ET PROCEDURES DISCIPLINAIRES	18
ARTICLE VII-13: PROCEDURES DISCIPLINAIRES ET POURSUITES PENALES	18
SECTION HUIT : RELATION ENTRE L'ETABLISSEMENT ET LES FAMILLES	19
ARTICLE VIII-1 : MODALITES D'ORGANISATION DES CONTACTS AVEC LES ENSEIGNANTS ET L'EQUIPE EDUCATIVE	19
ARTICLE VIII-2 : CONSEILS DE CLASSE	19
ARTICLE VIII-3 : ASSURANCE SCOLAIRE	19
SECTION NEUF : SITUATION DES ETUDIANTS	20
ARTICLE X-1 : PREAMBULE	20
ARTICLE X-2 : SITUATION PARTICULIERE	20
ARTICLE X-3 : INFORMATIONS	20
ARTICLE X-4 : ASSISTANCE MEDICALE ET SOCIALE	21
ARTICLE X-5 : ASSIDUITE	21
ARTICLE X-6 : STAGES OBLIGATOIRES DE FORMATION	21
SECTION DIX: SITUATION DES APPRENTIS	
SECTION ONZE : INTERNAT	22
ARTICLE XI-1 : L'ACCUEIL A L'INTERNAT	22
ARTICLE XI-2 : CONDITIONS D'ACCES	22
ARTICLE XI-3 : LIEUX ET MATERIELS MIS A LA DISPOSITION DES ELEVES.	22
ARTICLE XI-4 : EFFETS PERSONNELS	22
ARTICLE XI-5 : FONCTIONNEMENT GENERAL	23
ARTICLE XI-6 : SORTIES	23

Section une : Principes et valeurs qui régissent le service public d'éducation

Article I-1 : Le service public d'éducation

L'école publique respecte les principes de gratuité de l'enseignement, de neutralité et de laïcité.

Elle ne privilégie aucune doctrine politique, idéologique ou religieuse. Tout membre de la communauté scolaire a le droit à la liberté de penser, de conscience et de religion et à la liberté d'expression.

Il a le devoir de ne se livrer par ses propos, ses actes ou ses publications à aucune propagande politique, idéologique ou religieuse.

Article I-2 : Le respect des règles de vie collective

Le lycée est un lieu de vie collective. Chaque usager a le droit au respect d'autrui dans sa personne ou ses convictions, à la protection contre toute forme de violence, de discrimination d'où qu'elle vienne.

Le respect mutuel entre tous les membres de la communauté est une règle intangible.

Chaque usager a le devoir de n'utiliser d'aucune violence, verbale ou physique, de n'exercer aucune pression psychologique ou morale, de ne se livrer à aucun propos ou acte à caractère discriminatoire se fondant notamment sur le sexe, la religion ou les origines. Il a le devoir de respecter l'ensemble du personnel du lycée. Dans l'enceinte du lycée comme aux abords, toute violence verbale, dégradation de bien personnel, brimade, vol ou tentative de vol, violence physique, acte pouvant être apparenté au bizutage, racket ou violences sexuelles sont considérés comme des délits. Dès lors, le chef d'établissement pourra saisir le Procureur de la République qui jugera de l'opportunité des poursuites

Article I-3 : Principe de laïcité

Conformément aux dispositions de l'article L. 141-5-1 du code de l'éducation, le port de signes ou de tenues par lesquels les élèves manifestent ostensiblement une appartenance religieuse est interdit.

Lorsqu'un élève méconnaît cette interdiction, le chef d'établissement organise un dialogue avec lui avant l'engagement de toute procédure disciplinaire.

Les convictions religieuses des élèves ne leur donnent pas le droit de s'opposer à un enseignement. Les convictions religieuses ne sauraient non plus être opposées à l'obligation d'assiduité ni aux modalités d'un examen.

Section deux : Règles essentielles applicables à la vie dans l'établissement

Article II-1 : Horaires d'ouverture

L'accès à l'établissement se fait sur présentation d'une carte personnelle remise aux élèves lors de la rentrée scolaire de septembre. Les horaires précis d'ouverture sont affichés au niveau du portail. Le lycée est ouvert du lundi 7h30 au vendredi 18h30. Les cours ont lieu à partir de 8h00 jusqu'à 17h50. Au-delà de 18h00, la présence des élèves dans les couloirs des bâtiments d'externat n'est plus autorisée. Les élèves pensionnaires doivent obligatoirement rejoindre le secteur de l'internat.

Article II-2: Horaires des sonneries

Lundi	8h10	9h05	10h	10h10	11h05	12h00	12h50	13h
	13h55	14h	14h55	15h50	16h00	16h55	17h50	
Mercredi	8h	8h55	9h50	10h00	10h55	11h50	12h50	13h
	13h55	14h		15h50	16h00	16h55	17h50	
M.J.V.	8h	8h55	9h50	10h05	11h	11h55	12h50	13h
	13h55	14h	14h55	15h50	16h00	16h55	17h50	

Article II-3: Retards et absences

Article II-3-1: Retards

Chaque usager a le devoir de faciliter l'activité pédagogique par le respect des règles d'assiduité et de ponctualité. Les retards répétés sont incompatibles avec un travail scolaire sérieux. Un retard ne peut être qu'exceptionnel et motivé par une raison sérieuse.

Tout élève arrivant en retard doit se présenter à la vie scolaire afin de retirer un billet d'entrée en cours. Un élève qui se présente en classe sans être muni de ce billet sera renvoyé vers les CPE. Pour tout retard supérieur à 15 minutes, l'élève sera dirigé vers la salle d'étude.

La vie scolaire répertorie la date, l'heure et surtout le motif pour disposer d'éléments fiables pour informer les familles, repérer les cas à traiter et travailler sur les causes et la remédiation. Un retard est compté comme absence lorsqu'il est supérieur à 1 heure.

Article II-3-2: Absences

Aucun élève ne peut s'absenter du lycée sans que sa famille (ou l'élève lui-même s'il est majeur) en ait au préalable demandé l'autorisation par écrit à la vie scolaire et ait obtenu cette autorisation.

a) Absence imprévisible : (maladie, accident ...) les parents avisent la vie scolaire dès que possible par courriel ou appel téléphonique. **Un écrit doit obligatoirement être adressé à la vie scolaire pour justifier une absence.**

b) Absence prolongée pour raison de santé : un certificat médical est demandé pour l'obtention d'une remise d'ordre pour une absence supérieure à dix jours ouvrables (décret 2000-992 du 6 octobre 2000, acte n°2012/50 du conseil d'administration).

c) Absence pour cause de maladie contagieuse : un certificat de non-contagion doit être présenté par l'élève pour qu'il puisse être autorisé à rentrer en cours.

d) Absence injustifiée : par souci d'informer les familles le plus rapidement possible, l'établissement prévient le responsable légal le jour même.

e) Au retour d'une absence, l'élève devra se présenter au bureau de la vie scolaire avec un justificatif écrit pour retirer un billet d'entrée en classe.

f) Absence à un devoir.

Le professeur pourra :

- Faire composer l'élève à nouveau sur ses heures d'études ou dès son retour
- Décider de ne pas évaluer l'élève
- Commenter sa décision sur le bulletin par une mention particulière.

Pour les épreuves du contrôle continu (Niveaux Première et Terminale), le Bulletin Officiel du 29 juillet 2021 précise que « [p]our avoir du sens et être réellement représentative du niveau d'un élève, en particulier en tant que candidat scolaire au baccalauréat, une moyenne doit nécessairement être construite à partir d'une pluralité de notes. Le contrôle continu implique un respect scrupuleux de l'obligation d'assiduité prévue par l'article L.511-1 du Code de l'éducation, qui impose aux élèves de suivre l'intégralité des enseignements obligatoires et optionnels auxquels ils sont inscrits. À ce titre, les élèves doivent accomplir les travaux écrits et oraux qui leur sont demandés par les enseignants et se soumettre aux modalités du contrôle continu qui leur sont imposées. Ils sont tenus de suivre les enseignements correspondant au programme et figurant dans leur emploi du temps établi par l'établissement scolaire. »

Un élève absent à une évaluation est dans l'obligation de récupérer celle-ci. Ainsi, à son retour, il doit contacter l'enseignant qui organisera le rattrapage au sein du lycée.

Dans un souci de suivi régulier, le Conseil de classe statuera chaque semestre sur la représentativité de la moyenne dans l'ensemble des enseignements. Si les évaluations manquées ne sont pas toutes récupérées, le Conseil pourra alors convoquer l'élève à une épreuve de rattrapage, dont le résultat tiendra lieu de note finale pour le contrôle continu du semestre. La présence de l'élève est bien

entendu obligatoire et toute absence à cette épreuve devra être justifiée par un justificatif médical.

Tout élève absent a l'obligation de rattraper pour le cours suivant l'intégralité du contenu du ou des cours manqués et de rendre les devoirs prévus. Il ne peut invoquer cette absence pour refuser le travail demandé.

La production d'un document écrit n'a pas automatiquement valeur de justification d'une absence, il appartient au Conseiller Principal d'éducation, d'en apprécier la légitimité (article L 131-8 du code de l'éducation)

La répétition des absences et retards pourra conduire le Chef d'établissement à engager les procédures disciplinaires réglementaires et entraîner jusqu'à l'exclusion définitive de l'établissement.

Article II-4: Surveillance

L'obligation de surveillance s'impose à tous les personnels de l'établissement. Chacun se doit d'être vigilant, notamment pendant les interclasses. (**cf.** la circulaire n°96-248 du 25 octobre 1996 modifiée par la circulaire n°2004-054 du 23 mars 2004). La surveillance des récréations de 10h00 et 16h00, et du temps de demi-pension est prise en charge par la vie scolaire.

Article II-5: Déplacement des élèves

Article II-5-1: A l'extérieur de l'établissement

Dans le cadre de leur travail scolaire et y compris sur des heures de leur emploi du temps, les élèves seront amenés à se déplacer dans l'établissement et éventuellement pourront accomplir seuls les déplacements de courte distance, entre le lycée et le lieu d'une activité scolaire.

Les sorties d'élèves sur le temps de classe, individuellement ou en petits groupes pour les besoins d'une activité liée à l'enseignement (enquête, recherche personnelle, TPE, EPS...), doivent être autorisées par le chef d'établissement ou par son représentant.

Dans un cas comme dans l'autre et compte tenu de l'âge et de la maturité des élèves et de la nécessité d'éducation à la responsabilité, ces déplacements se feront en autodiscipline.

Ils devront être autorisés par le chef d'établissement ou son représentant, et ne sont pas soumis à la surveillance de l'établissement.

Article II-5-2: A l'intérieur de l'établissement

Il est attendu des élèves une attitude responsable et respectueuse lors du déplacement dans les locaux. Pendant les récréations et la pause déjeuner, aucun élève ne doit rester dans les salles ou les couloirs (sauf salles 106 et i04). Le stationnement devant les salles n'est autorisé que cinq minutes avant le début du cours et ne doit pas entraver la circulation.

Article II-6: Sorties journalières

Pendant la journée, et en dehors des heures de cours, les élèves sont autorisés à quitter le lycée. S'ils le souhaitent, pour les élèves mineurs, les responsables légaux pourront demander auprès des CPE à ce que cette autorisation soit suspendue (à l'exception du temps de la demi-pension et des récréations).

Article II-7: Emploi du temps

L'emploi du temps contribue à préciser les horaires des élèves et des professeurs. Il garantit le respect des textes relatifs aux horaires en vigueur dans les différentes séries. **Il ne peut être négocié et constitue un ensemble insécable.**

Pour la mise en place de certaines épreuves de contrôle des connaissances ainsi que certaines périodes prévues en début d'année scolaire, il pourra être ponctuellement aménagé, sous la responsabilité du chef d'établissement adjoint et dans le respect des horaires d'ouverture de l'établissement.

Suite à l'absence d'un enseignant, une demande d'aménagement exceptionnel de l'emploi du temps pourra être consentie. L'autorisation sera donnée par le chef d'établissement adjoint dans un délai de 48 heures avant la date concernée. Il appartient aux élèves d'informer leur famille et de prendre toute disposition permettant de se conformer au respect du principe d'assiduité.

Article II-8: Organisation de l'étude

Une salle d'étude est mise à disposition des élèves de 8h00 le matin à 18h00 le soir. Cette salle est placée sous le contrôle d'un surveillant qui veillera à ce que les conditions nécessaires à un travail personnel de qualité y soient respectées et prendra toute mesure en ce sens.

Article II-9: Usage de certains biens personnels

Tout appareil susceptible d'émettre ou de recevoir des messages devra être éteint et rangé dès l'entrée dans un lieu de travail (salles de classe, CDI, étude, ...).

L'usage du téléphone portable (à l'exception de la fonctionnalité photo/vidéo) est toléré dans l'enceinte du lycée (préau, extérieurs, restaurant scolaire). Cet usage doit cependant rester discret. En cas d'infraction, l'instrument est temporairement confisqué au plus tard jusqu'à la fin des cours de la journée.

A la demande du professeur et selon ses consignes d'utilisation, les téléphones personnels pourront être exploités en tant qu'outil pédagogique.

Toute consommation de nourriture et/ou boissons est interdite en cours, en étude, au CDI et dans les couloirs.

Seuls les objets indispensables à la scolarité sont admis au sein de l'établissement.

Article II-10 : Accès au CDI

Tout usager peut avoir accès au Centre de Documentation et d'Information (CDI). Les professeurs documentalistes initient les usagers à la recherche et les aident à devenir autonomes dans le CDI. Les lycéens peuvent y travailler sur les documents, lire, se renseigner pour leur orientation, emprunter pour une durée déterminée livres et revues, à l'exception de certains documents.

Le CDI est un lieu de travail qui exige calme et respect des autres.

Article II-11 : Organisation de la restauration

L'accès au restaurant est de droit les jours de fonctionnement du lycée pour tout lycéen ayant opté pour le forfait trimestriel, ou ayant au préalable acheté un ticket journalier au service d'intendance.

Le self-service est ouvert de 11h30 à 13h30. A partir de 12h00, le passage s'effectue par classe, l'ordre étant préalablement déterminé et affiché par la Vie Scolaire en fonction de l'emploi du temps.

Tout utilisateur de ce service se voit remettre une carte magnétique destinée à autoriser son passage au restaurant. Cette carte est personnelle. Elle ne peut être prêtée ou vendue. Elle ne sera acceptée qu'une fois pour chaque repas.

La première carte est gratuite et doit être conservée tout au long de la scolarité de l'élève. En cas de détérioration, de perte ou de vol, son remplacement sera facturé à l'intéressé au tarif prévu par vote du conseil d'administration.

Article II-12 : Changement de qualité

L'inscription à un régime Externe, Demi-Pensionnaire, Interne- Externé ou Interne vaut pour l'année scolaire.

Passé le mois de septembre, un changement de qualité pourra être sollicité :

- à la rentrée des vacances de Noël et prendra effet pour la période des 2^{ème} et 3^{ème} trimestres de l'année scolaire ou
- à la rentrée des vacances de printemps et prendra effet pour la période du 3^{ème} trimestre.

Article II-13 : Service médico-social

Article II-13-1 : Fonctionnement de l'infirmier

Le personnel infirmier a pour mission, sous l'autorité du chef d'établissement, de promouvoir et de mettre en œuvre la politique de santé en faveur de tous les élèves scolarisés : prévention, actions sanitaires de portée générale, hygiène et sécurité, bilans obligatoires, soins.

Les infirmières sont plus particulièrement chargées de l'accueil et de l'écoute des élèves et des parents pour tout motif ayant une incidence sur la santé, et participent aux bilans de santé et au suivi de l'état de santé des élèves, à la surveillance des jeunes exposés à des nuisances spécifiques, à la surveillance sanitaire de l'hygiène générale en milieu scolaire, à l'éducation à la santé et à la sécurité.

En cas de besoin, l'élève demande l'autorisation, au professeur, de quitter le cours pour se rendre à l'infirmier, accompagné d'un camarade. La procédure est alors la suivante :

- passage à la vie scolaire qui délivre un billet d'accès à l'infirmier ;
- passage à l'infirmier ;
- retour direct en cours.

Tout déplacement à l'infirmier pendant les heures de cours doit demeurer exceptionnel.

En cas d'urgence, le protocole prévu à cet effet s'applique. Les secours et/ou l'infirmière sont directement contactés et la vie scolaire prévenue.

Tout départ de l'établissement pour raison de santé doit se faire sur l'initiative de l'infirmière, ou en son absence après accord d'un conseiller principal d'éducation, et non des élèves ou des parents.

Les médicaments quels qu'ils soient doivent être déposés à l'infirmier avec le double de l'ordonnance du médecin traitant. Ils seront pris sous la surveillance de l'infirmière.

Article II-13-2: Service social

Une assistante sociale scolaire assure des permanences dans l'établissement. Les élèves désireux de la rencontrer doivent se renseigner sur ses horaires de présence à la vie scolaire.

Section trois : La sécurité

Article III-1 : Consignes de sécurité

Tout lycéen a le droit de travailler et de vivre en toute sécurité dans le lycée. Par conséquent, chaque lycéen est appelé à respecter strictement l'ensemble des consignes de sécurité afin d'éviter les accidents ou d'en limiter au maximum les conséquences. Les consignes générales d'évacuation des locaux sont affichées dans chaque salle de l'établissement. Dès la rentrée et à l'occasion du premier exercice d'évacuation, dans le courant du premier trimestre, les lycéens sont informés de l'attitude à adopter. De la connaissance et du respect de ces consignes découle la sécurité de chacun.

Tout usage abusif d'un dispositif d'alarme ou du matériel d'incendie constitue une faute grave pouvant avoir un effet désastreux et sera donc sévèrement sanctionné.

Article III-2 : Objets de valeur

Il est formellement déconseillé aux élèves de venir avec des objets de valeur. L'établissement ne peut être tenu pour responsable des vols ou dégradations commis au préjudice des élèves, des personnels ou des tiers.

Article III-3 : Objets dangereux, alcool et stupéfiants

L'introduction, le port de toute arme, d'un objet dangereux, ou d'un objet qui, détourné de sa destination première, pourrait constituer une arme, quelle qu'en soit la nature, sont interdits.

L'introduction, la détention, la vente et la consommation d'alcool ou de tout produit dangereux sont rigoureusement prohibées à l'intérieur du lycée.

Il est interdit de se présenter dans l'enceinte du lycée en état d'ébriété (sanctions *confer* section sept).

La consommation, l'échange, la cession à titre gratuit ou la vente de stupéfiants sont rigoureusement interdits.

Article III-4 : Usage du tabac ou produit assimilable au tabac

L'usage du tabac est interdit dans l'enceinte du lycée, et à proximité des entrées (signalé par des panneaux) et dans les conditions prévues par la loi (loi numéro 91-32 dite loi Evin, décret n°2006-1386 du 15 novembre 2006).

La cigarette électronique dégageant de la fumée (certes, constituée de vapeur d'eau), et des odeurs (arômes artificiels) et contenant –ou non- de la nicotine, est assimilable à un produit dérivé du tabac (code de la santé publique, articles L.3511-1, L.3511-7).

Article III-5 : Tenue vestimentaire

La tenue vestimentaire est laissée au libre arbitre de chacun dans la limite de la décence et des règles de laïcité. **Le couvre-chef est proscrit à l'intérieur des bâtiments pour l'ensemble des usagers.**

Aucune personne ne peut porter une tenue destinée à dissimuler son visage dans l'enceinte de l'établissement scolaire (loi n° 2010-1192 du 11 octobre 2010 interdisant la dissimulation du visage dans l'espace public). Pour les séances d'ateliers ou dans les laboratoires ainsi que pour les activités sportives, une tenue spécifique et/ou un équipement obligatoire seront exigés et précisés en début d'année scolaire par les enseignants. Le non-respect de ces consignes pourra conduire le professeur à interdire la participation aux activités concernées. L'élève concerné sera alors dirigé en étude.

Article III-6 : Véhicules motorisés

La circulation à l'intérieur du lycée est réglementée pour toutes les personnes devant se déplacer en véhicules automobiles. Un espace est à la disposition des élèves pour entreposer les cycles et vélomoteurs. L'accès et la sortie de ce parking devront s'effectuer avec la plus grande prudence.

Les parkings intérieurs du lycée sont exclusivement réservés à certains personnels.

Article III-7 : Consignes de sécurité en EPS et travaux pratiques

Chaque lycéen doit respecter les consignes particulières de sécurité données par les enseignants en éducation physique et sportive et en travaux pratiques.

Article III-8 : Vaccinations/Code de la santé publique

Les élèves/étudiants doivent se conformer à la réglementation en vigueur.

En cas de contre-indication médicale à une vaccination obligatoire, il faudra fournir à l'infirmerie un certificat médical dès la rentrée scolaire.

Article III-9 : Règles applicables aux secteurs technologique, industriel, de laboratoire et professionnel

Article III-9-1 : Dispositions communes

Article III-9-1-1 : Le code du travail

Les élèves et les étudiants des secteurs technologique et professionnel doivent respecter le code du travail. L'application du code du travail, outre l'acte réglementaire, est un acte éducatif qui s'intègre dans la formation technologique et professionnelle.

Article III-9-1-2 : L'accès aux secteurs professionnels, industriel et de laboratoire

Les élèves ou étudiants ne doivent accéder aux salles des secteurs professionnels, industriel et de laboratoire que sous la responsabilité de leur professeur.

L'accès aux différentes zones du secteur technologique industriel est rigoureusement interdit aux élèves des sections non concernées par ces enseignements. Les ateliers constituent des lieux d'enseignement, au même titre que les salles de cours ou laboratoires. Il est interdit d'utiliser les voies de circulation de l'atelier et des laboratoires à tout élève étranger au secteur STI et STL, et à tout élève non muni des équipements réglementaires.

Article III-9-1-3 : Utilisation du matériel spécifique

Dès leur entrée, les groupes se dirigent vers le lieu de travail ; les élèves ou étudiants ne doivent pas manipuler les matériels et machines sans y avoir été autorisés par les professeurs. De même, ils ne peuvent effectuer un travail autre que celui demandé. Toute activité se déroule en présence des professeurs.

L'élève ou étudiant doit avoir une attitude responsable pour ne pas nuire à la sécurité des personnes et des biens.

Article III-9-1-4 : Port des équipements de protection individuelle

Le port des équipements de protection individuelle (EPI) est obligatoire pour toute activité dans un lieu de travaux pratiques.

Article III-9-2 : Particularités des équipements de protection individuelle obligatoires

- a) Vêtements de travail non flottants : combinaison de travail fermée, blouse fermée, coton obligatoire. Le port de foulards, écharpes, shorts, tenues estivales, gourmottes, bagues ... est rigoureusement interdit.
- b) Les chaussures : seules sont autorisées les chaussures de sécurité dans le secteur industriel et des chaussures adaptées (de préférence fermées) dans le secteur des laboratoires.
- c) Gants de protection électrique, gants de protection à usage unique (protection chimique et bactériologique), visières et lunettes de protection : ce matériel peut être fourni par l'établissement, mais nous recommandons cependant une acquisition personnelle pour des problèmes d'hygiène (des lunettes de correction ne sont pas des lunettes de protection).
- d) Coiffure : les cheveux longs doivent être attachés.

Article III-10 : Consignes relatives à l'utilisation du matériel informatique

Une charte annexée au Règlement Intérieur et affichée dans les salles informatiques fixe les règles essentielles d'utilisation du matériel informatique.

Section quatre : Droits des élèves

Article IV-1 : Droits individuels

Tout élève dispose de droits individuels : respect de son intégrité physique, de sa liberté de conscience, de son travail, de ses biens. Dans le respect de la loi, il est libre d'exprimer son opinion dans l'établissement dans un esprit de tolérance et de respect d'autrui.

Le droit à l'éducation est garanti à chacun par la loi (code de l'éducation, articles L111-1 à L111-5). Ce droit inclut le droit au conseil en orientation et à une information sur les enseignements, sur l'obtention d'une qualification professionnelle et sur la profession. Le conseil peut être donné par les personnels d'encadrement, les professeurs principaux, les conseillers principaux d'éducation, les psychologues de l'éducation nationale qui assurent une information au lycée.

Cette information doit permettre à l'élève d'élaborer un projet d'orientation scolaire et professionnel. Quant au choix de l'orientation, il est de la responsabilité de la famille ou de l'élève si celui-ci est majeur. Tout désaccord avec la proposition du conseil de classe fait l'objet d'un entretien préalable à la décision du chef d'établissement. Si celle-ci n'est pas conforme à la demande de l'élève et de sa famille, elle doit être motivée et peut faire l'objet d'une procédure d'appel.

Article IV- 2 : Droits collectifs

Article IV-2-1 : Droit d'information et d'expression collective (Article L. 511-2, code de l'éducation)

Ces droits sont exercés dans le respect du pluralisme et du principe de neutralité. Des panneaux d'affichage sont mis à la disposition des délégués des élèves et des associations éventuelles. L'affichage ne peut être anonyme.

- Toute affiche devra être préalablement visée par le chef d'établissement.

Les textes de nature publicitaire ou commerciale (à objet lucratif) ainsi que ceux de nature politique ou confessionnelle sont prohibés.

Certaines dérogations mineures (petites annonces entre élèves, annonces de spectacle...) peuvent parfois, à la demande des intéressés, être accordées à titre exceptionnel.

Dans le cadre de l'information aux élèves, ceux-ci, les délégués de classe et l'ensemble de la communauté scolaire sont tenus de consulter régulièrement les panneaux d'affichage. Des indications ou consignes relatives à la vie scolaire peuvent y être apposées sous forme d'avis ou de notes de service. Les élèves trouveront également des informations au CDI.

Article IV-2-2 : Droit d'association (Article 2 bis, loi du 1er juillet 1901 modifiée par la loi n°2011-893 du 28 juillet 2011)

Il est reconnu aux lycéens. Les associations peuvent être créées par des élèves ;

La création d'une association est soumise à l'autorisation du conseil d'administration. Les statuts de l'association sont déposés auprès du chef d'établissement.

L'objet et l'activité de l'association doivent être compatibles avec les principes du service public d'enseignement. Sont interdites les associations à caractère politique, idéologique ou religieux.

Article IV-2-3 : Droit de réunion (Article R. 511-10, code de l'éducation)

Un ou plusieurs lycéens peuvent organiser une réunion dans le lycée après avoir informé le chef d'établissement des modalités précises (jour, heure, lieu, identité des éventuels participants extérieurs) et obtenu son accord. Doivent être impérativement respectés l'emploi du temps des élèves, la liberté d'expression de chacun (débat contradictoire) et les principes fondamentaux de l'enseignement public et laïque. En cas de non-respect de ces dispositions, le chef d'établissement peut refuser la tenue de la réunion en motivant son refus. Il peut également consulter pour avis le conseil d'administration.

Article IV-2-4 : Droit de diffusion des publications des élèves (Circulaire n° 2010-129 du 24 août 2010 "Responsabilité et engagement des lycéens")

La responsabilité personnelle des rédacteurs majeurs ou de leurs parents s'ils sont mineurs est engagée pour l'ensemble de leurs écrits, dans le cadre des dispositions de la loi du 29 juillet 1881 sur la liberté de la presse, y compris devant les tribunaux le cas échéant.

Dans le cadre de cette même loi, cette liberté peut être exercée dans les lycées sans autorisation ni contrôle préalable et dans le respect du pluralisme. Les écrits ne doivent porter atteinte ni aux droits d'autrui ni à l'ordre public, et ne doivent être ni injurieux, ni diffamatoires, ni porter atteinte à la vie privée : ils seraient dans ce cas susceptibles d'entraîner des poursuites judiciaires. Il appartient alors au Chef d'établissement soit de mettre en garde les auteurs des articles, soit de suspendre ou d'interdire la diffusion ou la publication.

Article IV-3 : Conditions d'exercice

L'exercice de ces droits ne saurait porter atteinte aux activités d'enseignement, au contenu des programmes et à l'obligation d'assiduité.

Section Cinq : Obligations des élèves

Article V-1 : Obligation scolaire

L'obligation d'assiduité mentionnée à l'article 10 de la loi du 10 juillet 1989 consiste pour les élèves à se soumettre aux horaires de l'enseignement définis par l'emploi du temps de l'établissement, et ce jusqu'au dernier jour de classe. Elle s'impose pour les enseignements obligatoires et pour les enseignements facultatifs dès lors que les élèves se sont inscrits à ces derniers. Une charte d'assiduité et de ponctualité, remise au moment de l'inscription, est signée par l'élève et ses responsables légaux. Elle a valeur d'engagement.

Dans le respect des horaires d'enseignement, ainsi que du contenu des programmes, les élèves doivent participer au travail scolaire, accomplir les travaux écrits (exercices, prise de notes), oraux et pratiques qui leur sont demandés par les enseignants et se soumettre aux modalités de contrôle des connaissances qui leur sont imposées. Ils doivent observer une attitude permettant le bon déroulement du cours et de la vie en classe.

Le refus de remettre un devoir ou de se soumettre à un contrôle ou encore, le fait d'être convaincu de tricherie, exposent l'élève à la note 0 en tant qu'évaluation d'un devoir non accompli, et à des sanctions disciplinaires.

Les ressources matérielles de l'établissement peuvent être mises à la disposition des élèves et des étudiants en autonomie, sous réserve de leur utilisation correcte.

Les cours sont prioritaires sur toute autre activité. Les manquements répétés à l'obligation d'assiduité constituent une faute disciplinaire grave.

Les Périodes de Formation en Milieu Professionnel (PFMP) et les stages sont obligatoires. Ils font partie intégrante des conditions de réussite à l'examen.

Article V-2 : L'Education Physique et Sportive

Article V-2-1 : Organisation générale

L'assiduité aux cours d'EPS est obligatoire au même titre que la fréquentation de tout autre cours.

L'accès au gymnase se fait exclusivement par la porte du bas, aux heures de sonnerie.

Retard : L'accès au gymnase est possible 5 minutes après la sonnerie, passé ce délai l'élève en retard devra se rendre à la vie scolaire et rapporter un billet de retard.

En application du règlement intérieur, le téléphone portable doit être éteint et rangé dans le sac dès l'entrée dans le gymnase.

Afin de garantir la sécurité de tous, il est interdit de se suspendre aux panneaux de basket, aux cages de handball ou de se « jeter » dans les tapis ainsi que d'utiliser les cordes et le mur d'escalade sans l'accord explicite du professeur.

D'une façon générale le plus grand respect du matériel est exigé. Chacun doit veiller à son utilisation et participer à son rangement.

Pendant les séances d'EPS, dans le cadre de l'utilisation des outils numériques, un élève peut être amené à être filmé à des fins pédagogiques.

Article V-2-2 : Vestiaires

Conformément à la circulaire n°2001-138 du 13/07/2004, et pour des raisons de sécurité, il est rappelé qu'à tout moment, l'enseignant-e d'EPS peut rentrer dans les vestiaires (filles ou garçons).

Un temps raisonnable est laissé aux élèves pour se changer et passer aux toilettes en début et fin de séance. Toutefois, afin de garantir une quantité de pratique suffisante, l'élève qui abuserait de ce temps de vestiaire pourra être noté en retard et les abus répétés mèneront à une sanction.

En application du règlement intérieur, l'usage du téléphone portable est interdit pendant les cours d'EPS, y compris dans les vestiaires ! Il sera éteint dès l'entrée dans le gymnase.

En cas de vol dans les vestiaires, la responsabilité de l'établissement ne peut être engagée.

Article V-2-3 : La tenue

Une tenue spécifique à la pratique sportive est demandée (à minima short ou pantalon de survêtement, T-shirt et baskets avec semelles amortissantes, les chaussures de type converse ou tennis de ville ne sont pas acceptées) ainsi que des habits pour se couvrir en cas de pratique extérieure et d'intempéries. Une gourde est recommandée.

Des douches sont à disposition dans les vestiaires si besoin.

En cas d'oubli de tenue : l'élève signale son oubli au professeur dès le début du cours afin qu'un éventuel prêt lui soit proposé. Une sanction peut être émise dès le 2ème oubli.

Les bijoux / montres doivent être posés et laissés dans les vestiaires. De même, le téléphone portable est laissé éteint au vestiaire.

Les cheveux doivent être attachés. Pas de casquettes ni autre couvre-tête.

Aussi, pour des raisons de sécurité, les chewing-gums et autres sucreries sont prohibés.

Article V-2-4 : Gestion des inaptitudes

• Inaptitude totale ou partielle sur avis médical.

Un certificat médical type a été établi par les services académiques (disponible au gymnase et sur Pronote) et doit être complété par le médecin. Ce formulaire devra être utilisé prioritairement pour les CCF EPS en classe de terminale afin de justifier une inaptitude ou une absence. Sans ce justificatif, il sera attribué au candidat la mention ABSENT qui équivaut à la note de 0 dans sa moyenne d'EPS.

Inaptitude totale : l'élève ne peut pratiquer aucune activité physique.

Inaptitude partielle : l'élève peut pratiquer une activité physique adaptée en fonction des prescriptions médicales.

Dans les 2 cas, seul le professeur d'EPS est habilité à décider de la dispense de l'élève inapte aux cours d'EPS, notamment en fonction du type d'inaptitude (partielle ou totale), de sa durée et des activités pratiquées (dans ce cas, la situation de l'élève est régie selon le régime des sorties journalières décrites à la section deux – Article II-6).

Quelles que soient la durée et l'étendue du certificat médical d'inaptitude, la procédure à suivre est la suivante :

Présenter le certificat médical :

1. Présenter le certificat médical à l'infirmierie scolaire qui l'enregistre, en conserve une copie et redonne l'original ou une copie accompagnée d'un coupon de dispense à l'élève.
2. Présenter le certificat médical au professeur d'EPS qui le conserve et remplit le coupon de dispense.
3. Présenter le coupon de dispense à la vie scolaire qui l'enregistre dans Pronote.

- **Inaptitude exceptionnelle.**

Une inaptitude ponctuelle non justifiée par un avis médical pour une séance doit être motivée par un écrit des représentants légaux. Cet écrit doit être porté directement au professeur et ne dispense pas l'élève de présence en cours. Ce type d'inaptitude doit rester tout à fait exceptionnel, si l'élève est encore blessé/malade la semaine suivante, il devra obligatoirement présenter un certificat médical émanant d'un médecin.

Section six : Respect du cadre de vie

Article VI-1 : Attitude aux abords de l'établissement

Le lycée est implanté dans une zone résidentielle. En conséquence, chacun se doit de respecter la tranquillité des habitants du quartier. C'est pour cette raison que **les regroupements d'élèves devant les entrées et les garages de la rue du Puy Imbert sont interdits**, ce afin de garantir des relations de bon voisinage.

Article VI-2 : Espaces verts

La configuration du lycée permet un accès libre aux espaces verts. Afin de les préserver, les usagers utiliseront pour la circulation les allées prévues à cet effet. Il appartient à l'ensemble de la communauté scolaire (élèves, personnel de service, enseignants, personnel administratif) de veiller au respect de cette règle afin de maintenir la qualité de vie dans l'enceinte du lycée.

Article VI-3 : Matériels et installations mis à disposition

Le matériel (tables, chaises, salles...) et les installations (gymnase, ateliers, laboratoires...) sont mis à la disposition des élèves. Chacun doit faire en sorte qu'ils soient respectés afin d'en assurer la préservation. Toute dégradation sera passible de sanctions (*confer* section 7) et pourra faire l'objet d'une facturation à la famille.

Article VI-4 : Propreté

Le respect de la propreté dans l'enceinte de l'établissement et aux abords est l'affaire de tous. Des poubelles sont mises à la disposition des usagers en nombre suffisant.

Pour le même motif de propreté et pour des raisons d'hygiène, il est interdit de cracher.

Section sept : La discipline, sanctions et punitions

La mise en œuvre de la procédure disciplinaire est conforme aux principes généraux du droit.

Article VII-1 : Principe de la légalité des sanctions et des procédures

Il ne pourra être appliqué de sanction ou de punition qui ne figure dans le présent règlement intérieur.

Une sanction ne saurait s'appliquer de façon rétroactive.

Elle peut faire l'objet d'un recours administratif interne.

Article VII-2 : Principe du contradictoire

Avant toute décision à caractère disciplinaire émanant soit du chef d'établissement soit du conseil de discipline, une possibilité de dialogue avec l'élève est mise en place.

La sanction se fonde sur des faits avérés qui peuvent faire l'objet d'un entretien entre les parties. La procédure contradictoire permet à chacun d'exprimer son point de vue, de s'expliquer et de se défendre. Le ou les représentants légaux de l'élève concerné sont informés de cette procédure et sont également entendus s'ils le souhaitent.

Devant les instances disciplinaires, l'élève peut se faire assister de la personne de son choix, toute sanction est motivée et expliquée.

Article VII-3 : Proportionnalité de la sanction

La sanction a pour finalité de promouvoir une attitude responsable de l'élève et de le mettre en situation de s'interroger sur sa conduite en prenant conscience des conséquences de ses actes.

La sanction est graduée en fonction de la gravité du manquement à la règle et du fait d'indiscipline.

Article VII-4 : Individualisation des sanctions

Toute sanction et toute punition s'adressent à une personne ; elles sont individuelles et ne peuvent, en aucun cas, être collectives.

Article VII-5 : Punitives scolaires et sanctions disciplinaires

Les faits d'indiscipline, les transgressions ou les manquements aux règles de la vie collective font l'objet soit de punitives, qui sont décidées en réponse immédiate par des personnels de l'établissement, soit de sanctions disciplinaires qui relèvent du chef d'établissement ou du conseil de discipline.

Article VII-5-1 : Punitives

Les punitives scolaires sont appliquées dans le cas de manquements mineurs au règlement intérieur.

Elles peuvent être demandées par tous les personnels

Liste des punitives

- **retenue**
- **devoir supplémentaire assorti ou non d'une retenue**
- **suppression de l'autorisation de sortie** aux heures libres de l'emploi du temps.
- **exclusion ponctuelle d'un cours.** L'élève muni d'un travail en rapport avec la matière et accompagné, devra se rendre en étude après s'être signalé au bureau de la Vie Scolaire. **Justifiée par un manquement grave**, cette mesure « exceptionnelle » donnera lieu systématiquement à une information écrite au conseiller principal d'éducation qui transmettra au chef d'établissement (Circulaire n° 2011-111 du 1-8-2011)

Article VII-5-2 : Sanctions disciplinaires

Les sanctions disciplinaires sont appliquées dans le cas d'atteinte aux personnes et aux biens et de manquements graves ou répétés aux obligations des élèves et des étudiants.

Le chef d'établissement est tenu, dans les cas suivants, d'engager une procédure disciplinaire (soit selon l'article VII-9, soit par saisine du conseil de discipline) :

- a) lorsque l'élève est l'auteur de violence verbale à l'égard d'un membre du personnel de l'établissement
- b) lorsque l'élève commet un acte grave à l'égard d'un membre du personnel ou d'un autre élève.

Il est tenu de saisir le conseil de discipline lorsqu'un membre du personnel de l'établissement a été victime de violence physique.

Liste des sanctions disciplinaires (Code de l'éducation - Article R511-13)

- 1° **avertissement écrit**
- 2° **blâme** en présence du représentant légal sur convocation du chef d'établissement
- 3° **mesure de responsabilisation**
- 4° **exclusion temporaire de la classe** : pendant l'accomplissement de la sanction, l'élève est accueilli dans l'établissement. La durée de cette exclusion est limitée à 8 jours au plus.
- 5° **exclusion temporaire de l'établissement** ou de l'un de ses services annexes (internat, demi-pension) : la durée de l'exclusion est limitée à 8 jours au plus.
- 6° **exclusion définitive de l'établissement ou de l'un de ses services annexes** (internat, demi-pension) : cette sanction ne peut être prononcée que par le conseil de discipline.

Article VII-5-3 : La mesure de responsabilisation

Elle consiste à participer, en dehors des heures d'enseignement, à des activités de solidarité, culturelles ou de formation à des fins éducatives.

Sa durée ne peut excéder 20 heures.

Elle est subordonnée à la signature d'un engagement par l'élève à la réaliser.

Elle doit respecter la dignité de l'élève, sa sécurité et sa santé et elle doit rester en adéquation avec son âge et ses capacités.

Elle peut être exécutée à l'intérieur de l'établissement, ou à l'extérieur : association, collectivité ou structure décrite à l'article R511-13 du code de l'éducation.

Dans le cas d'une exécution au sein d'une structure externe à l'établissement, une convention est conclue entre l'établissement et la structure d'accueil. Cette convention est également visée par l'élève et sa famille qui en ont un exemplaire.

Article VII-6 : Appel

Les sanctions prononcées à l'issue du conseil de discipline peuvent être déferées, dans un délai de huit jours, devant le recteur d'académie, soit par la famille ou l'élève s'il est majeur, soit par le chef d'établissement. Le recteur d'académie prend sa décision après avis de la commission d'appel académique.

Article VII-7 : Sursis

Les sanctions disciplinaires peuvent être assorties d'un sursis. Lorsqu'il est accordé, la sanction est prononcée, mais elle n'est pas mise à exécution, dans la limite de la durée du sursis. En cas de récidive, la sanction initialement prévue est alors mise en application. Par ailleurs, une nouvelle procédure disciplinaire est engagée.

Article VII-8 : Mesure conservatoire

L'accès à l'établissement peut être interdit à titre conservatoire dans l'attente de la comparution devant le conseil de discipline. L'élève mineur est dans ce cas remis à sa famille. Afin de maintenir la continuité pédagogique, les cours et le travail à réaliser seront déposés sur Pronote.

Article VII-9 : Conditions de mise en œuvre des sanctions et punitions

Les responsables légaux des mineurs sont informés et, s'ils le demandent, peuvent rencontrer un responsable de l'établissement.

Sont toujours distinguées les punitions relatives au comportement des élèves de l'évaluation de leur travail personnel. Ainsi la note à un devoir ne peut être baissée en raison du comportement d'un élève.

Article VII-10 : Les dispositifs alternatifs et d'accompagnement

Article VII-10-1 : La commission éducative

Cette commission est présidée par le chef d'établissement ou son représentant et comprend notamment des personnels de l'établissement, dont au moins un professeur, et au moins un parent d'élève

Rôle : examiner la situation d'un élève dont le comportement est inadapté aux règles de vie dans l'établissement et favoriser la recherche d'une réponse éducative personnalisée. Elle assure le suivi des mesures de prévention et d'accompagnement, des mesures de responsabilisation ainsi que des mesures alternatives aux sanctions.

Composition : chef d'établissement ou son adjoint, professeurs de la classe, CPE, représentant de parent de la classe en conseil de classe ou, à défaut, des représentants de parents au conseil de discipline, les délégués élèves de la classe et si nécessaire, infirmière, assistante Sociale, Psychologue de l'Education Nationale et toute autre personne susceptible d'apporter des éléments permettant de mieux appréhender la situation de l'élève concernée.

Saisine : réunion à l'initiative du chef d'établissement ou sur proposition des enseignants ou de l'équipe éducative.

Par la suite, un contrat d'engagement suivi peut-être mis en place, signé par les différentes parties en présence.

Le suivi se fera avec un référent devenant la personne ressource pour l'équipe éducative, l'élève et sa famille.

Article VII- 10-2 : Mesures de réparation ou alternatives à la sanction

Une mesure de réparation a un caractère éducatif et ne comporte aucune tâche dangereuse ou humiliante. L'accord de l'élève et de ses parents, s'il est mineur est au préalable recueilli. En cas de refus, il est fait application d'une sanction.

Les excuses orales ou écrites entrent dans le cadre des mesures de réparation.

En cas de prononcé d'une sanction prévue au 4° et au 5° de l'article VII-5-2 du règlement intérieur, le chef d'établissement ou le conseil de discipline peut prononcer une mesure alternative consistant en une mesure de responsabilisation. Si cette mesure est effectivement mise en œuvre, conformément à l'article VII-5-3 ci-dessus, seule la mesure alternative est inscrite dans le dossier administratif de l'élève.

Article VII-10-3 : Mesures de prévention

Tout objet dangereux ou de nature à perturber le bon déroulement d'un cours sera immédiatement confisqué pour être ensuite remis au représentant légal.

Article VII-10-4 : Mesures d'accompagnement

Un engagement, sur des objectifs précis en termes de comportement, peut être proposé à un élève. Cette action peut faire l'objet d'un document écrit signé par l'élève.

Il peut être demandé à l'élève de se rendre en permanence sur des heures libérées de l'emploi du temps afin d'y effectuer son travail personnel. Le responsable légal sera informé de cette proposition.

Article VII-11: Suivi des sanctions

Article VII-11-1: Registre des sanctions

L'établissement tient un registre des sanctions infligées comportant l'énoncé des faits, des circonstances et des mesures prises à l'égard des élèves, sans mention d'identité.

Article VII-11-2 : Dossier administratif de l'élève ; effacement des sanctions

Toute sanction disciplinaire constitue une décision nominative et est versée au dossier administratif de l'élève. Ce dossier peut, à tout moment, être consulté par l'élève ou par ses parents, s'il est mineur, dans le respect des règles du droit d'accès aux documents administratifs.

L'avertissement, le blâme et la mesure de responsabilisation sont effacés du dossier administratif de l'élève à l'issue de l'année scolaire.

Les autres sanctions, hormis l'exclusion définitive, sont effacées du dossier administratif de l'élève au bout d'un an ou lorsqu'il change d'établissement.

Les sanctions sont effacées du dossier administratif de l'élève à l'issue de sa scolarité dans le second degré.

Article VII-12 : Instances et procédures disciplinaires

Tout membre de la communauté éducative peut demander la saisine du conseil de discipline. C'est au chef d'établissement d'apprécier s'il y a lieu d'engager des poursuites disciplinaires à l'encontre d'un élève (sauf dans les cas décrits à l'article VII-5-3 a) et b)) .

Le chef d'établissement peut délocaliser le conseil de discipline dans un autre établissement. La saisine du conseil de discipline départemental pourra être faite par le chef d'établissement, en lieu et place du conseil de discipline de l'établissement, dans les conditions prévues à l'article 31 du décret du 30 août 1985 modifié. Cette mesure sera effectuée à titre exceptionnel, pour la prise en compte adaptée de situations locales particulières.

Article VII-13: Procédures disciplinaires et poursuites pénales

Procédures disciplinaires et poursuites pénales sont indépendantes et une sanction disciplinaire peut être infligée à un élève sans attendre l'issue de poursuites pénales, dès lors que les faits ainsi que leur imputabilité à l'élève en cause sont établis. Des poursuites pénales peuvent être engagées contre tous les élèves quel que soit leur âge.

S'agissant d'élèves majeurs, les règles de droit commun s'appliquent. Les élèves de plus de 18 ans sont donc susceptibles d'être poursuivis devant le tribunal de police pour les contraventions, devant le tribunal correctionnel pour les délits, devant la cour d'assises pour les crimes.

S'agissant d'élèves mineurs, leur responsabilité dans la commission d'infractions pénales peut être également recherchée, mais dans le cadre du régime spécifique et protecteur de l'ordonnance du 2 février 1945 relative à l'enfance délinquante.

Si des poursuites pénales sont engagées, le chef d'établissement peut décider, à titre conservatoire, d'interdire l'accès de l'établissement à l'élève, jusqu'à ce que la juridiction pénale saisie se soit prononcée

Section huit : Relation entre l'établissement et les familles

Les responsables légaux ont les droits et devoirs de garde, de surveillance et d'éducation définis par la loi n° 2002-305 du 4 mars 2002 relative à l'autorité parentale.

Article VIII-1 : Modalités d'organisation des contacts avec les enseignants et l'équipe éducative

Les parents d'élèves et responsables légaux rencontrent les professeurs après avoir pris rendez-vous avec ces derniers.

La rencontre peut se faire sur l'initiative de l'une ou l'autre des parties concernées.

Les rencontres peuvent être individuelles, ponctuellement collectives s'agissant de la situation particulière d'une classe.

Article VIII-2 : Conseils de classe

Les dates des conseils de classes, animés par le professeur principal et présidés par le ou son représentant, sont fixées pour équilibrer au mieux l'année scolaire en fonction notamment des dates d'examen.

A l'issue de chaque conseil de classe, un bulletin où figurent les moyennes par matière et l'appréciation des professeurs et du professeur principal est disponible et téléchargeable sur Pronote.

L'équipe éducative pourra ponctuellement, sous une rubrique spécifique du bulletin scolaire de l'élève, mettre en valeur les activités ou comportements susceptibles de faire l'objet d'encouragements, de compliments ou de félicitations : civisme, implication dans le domaine de la citoyenneté, esprit de solidarité, valorisation des actions dans les domaines associatif, sportif, artistique, etc....

Dans le cas d'une demande de maintien, l'inscription ne pourra être envisagée que dans la limite des places disponibles.

Article VIII-3 : Assurance scolaire

L'assurance scolaire garantit les dommages qu'un élève pourrait occasionner à un tiers mais aussi ceux qu'il pourrait subir. C'est une assurance facultative.

Ainsi, pour toute activité scolaire obligatoire, donc inscrite dans l'emploi du temps de l'élève, l'assurance n'est pas obligatoire (circulaire n°99-136 du 21-9-1999).

En revanche, elle est exigée pour les activités facultatives organisées par l'établissement, notamment les séjours linguistiques.

Section neuf : Situation des étudiants

Article X-1 : Préambule

Le règlement intérieur du lycée s'applique aux étudiants des sections de techniciens supérieurs à l'exception de la section huit.

Article X-2 : Situation particulière

Les sections STS étant des sections post-bac, les objectifs et le travail spécifique demandé nécessitent la reconnaissance d'une place différente attribuée aux étudiants de ces sections en particulier par la possibilité de leur confier des responsabilités ou une autonomie particulière.

Ce contrat lie l'ensemble des intervenants de ces sections : étudiants, professeurs et personnels de l'administration en indiquant les droits et devoirs.

Article X-3 : Informations

◆ Droits :

Les droits des étudiants s'exercent dans le respect des règles de neutralité, de laïcité, de tolérance et de respect d'autrui.

Affichage :

Des panneaux d'affichage spécifiques sont destinés à la diffusion de messages et mis à la disposition des étudiants.

◆ Devoirs :

L'affichage, dans l'établissement, d'informations relatives à des animations, des sorties, des invitations à des soirées par exemple, est soumis à l'approbation du chef d'établissement, via la vie scolaire.

Article X-4 : Assistance médicale et sociale

Rappel : l'inscription à la Sécurité sociale étudiante est obligatoire et devra être réalisée dans le premier mois qui suit la rentrée scolaire en 1^{ère} année de section post bac.

◆ **Droits :**

Les étudiants bénéficient des services et prestations du CROUS.
Les étudiants peuvent avoir recours au fonds social étudiant.
Les étudiants peuvent avoir recours au service de santé scolaire.

◆ **Devoirs :**

Un étudiant ayant des problèmes de santé ou un accident ne doit pas quitter le lycée sans prévenir le professeur responsable du cours concerné, l'infirmière et la vie scolaire.

Article X-5 : Assiduité

◆ **Droits :**

L'étudiant décidant de conserver le bénéfice de certaines épreuves, conformément au règlement du diplôme, pourra solliciter **une autorisation ponctuelle** (susceptible d'être accordée par le Chef d'établissement) de ne pas participer aux enseignements des disciplines concernées. Aucune autorisation d'absence sur le temps scolaire ne pourra être donnée pour effectuer une activité extérieure rémunérée. Cette autorisation ne pourra pas être accordée avant l'inscription à l'examen ou concours et le choix des épreuves à présenter.

Les étudiants peuvent être autorisés à utiliser certains locaux en autonomie.

◆ **Devoirs :**

La présence aux différents enseignements est **obligatoire. Les absences doivent être justifiées. Sauf situation d'urgence, les rendez-vous personnels doivent être pris en dehors des heures de cours (rendez-vous médicaux hors spécialistes inclus).**

Il est rappelé que l'évaluation (écrite, orale et pratique) est une composante essentielle de la formation. La participation à l'ensemble de ces épreuves revêt un caractère obligatoire.

En cas d'absence, l'étudiant devra prévenir conformément au règlement intérieur la vie scolaire ainsi que le professeur responsable de la discipline. Une solution de rattrapage devra être rapidement envisagée par l'étudiant en concertation avec l'enseignant concerné.

Les sanctions ou punitions encourues sont celles inscrites à la section sept. La non-présence peut entraîner une non-évaluation qui peut être préjudiciable au passage de première en deuxième année et à l'obtention de l'examen (inscription sur le livret scolaire et avis pour l'examen).

Les CPE et les professeurs assurent le suivi des étudiants.

Après avertissement, un étudiant pourra être refusé en cours par l'enseignant s'il se trouve trop souvent en retard ou si se pose un problème de comportement. Un rapport écrit sera alors remis au chef d'établissement.

En outre, les étudiants qui en bénéficient, encourent une suspension ou une suppression des aides auxquelles ils ont droit en cas d'absentéisme (contrôles réguliers du CROUS). Ils seront informés par écrit par le chef d'établissement.

En cas de faute grave, une décision de renvoi définitif pourra être prise par le conseil de discipline.

Article X-6 : Stages obligatoires de formation

La recherche de lieux de stage en milieu professionnel fait partie intégrante du dispositif de formation des étudiants. Les professeurs ont, en la matière, un rôle d'aide et d'appui.

L'étudiant a donc une obligation de moyens. A défaut de résultat, c'est l'équipe pédagogique qui pourra décider du lieu de stage.

Section dix : situation des apprentis

Le règlement intérieur du lycée s'applique aux apprentis.

Section onze : Internat

L'inscription comme interne implique l'adhésion aux règles générales définies dans le règlement intérieur de l'établissement et à celles, plus spécifiques, mentionnées ci-dessous. Ces règles ont pour objet de garantir aux élèves de bonnes conditions de travail et de sécurité tout en veillant à leur bien-être.

L'admission à l'internat ne constitue pas un droit. C'est un service rendu aux familles pour offrir à leurs enfants la possibilité de suivre leur scolarité dans de meilleures conditions. Si le nombre de demandes est supérieur aux places disponibles, la priorité sera donnée aux situations de handicap, à l'éloignement géographique et aux difficultés de transport.

Article XI-1 : L'accueil à l'internat

Horaires de fonctionnement de l'internat : du lundi 7h30 au vendredi 18h Ces horaires correspondent au régime général de l'internat décrit dans les articles suivants. Ce régime général, comme le reste du règlement intérieur, s'applique à tous les élèves internes. A leur arrivée, les internes déposent leurs sacs dans la bagagerie prévue à cet effet.

Article XI-2 : Conditions d'accès

Les locaux sont réservés aux internes. Aucune personne étrangère au service, aucun élève demi-pensionnaire ou externe n'y sera admis, sauf autorisation du chef d'établissement.

Afin de préserver l'intimité des élèves, les internes garçons ne sont pas admis dans le dortoir des filles, de même les internes filles ne sont pas admises dans les dortoirs des garçons.

Article XI-3 : Lieux et matériels mis à la disposition des élèves.

Chaque élève est responsable du matériel de literie (matelas, alèse, traversin) confié en début d'année et restitué en fin d'année. De même, il est responsable du lit, de l'armoire et du bureau qui lui ont été attribués

Les meubles des chambres ne peuvent en aucun cas changer de place. **Les internes sont responsables de la propreté et de la tenue de leur chambre.** Ils veillent à laisser les parties communes dans un état de propreté conforme aux règles concernant l'hygiène et la vie en collectivité.

Article XI-4 : Effets personnels

Chaque élève est responsable de son trousseau (couette, draps, linge,...) qui doit être régulièrement nettoyé par la famille. Il est fortement conseillé à chaque interne d'avoir en sa possession deux cadenas pour fermer son armoire et son casier.

L'établissement ne pourra être tenu pour responsable de vols ou de dégradations dès lors que la surveillance aura été assurée conformément aux services des personnels. (cf article III-2)

L'attention des familles est attirée sur le fait que l'utilisation abusive d'ordinateurs ou de téléphones portables est susceptible d'entraîner des dérives nuisant gravement à l'investissement scolaire et au sommeil des élèves. Leur usage est strictement interdit entre 22h et 7h.

Article XI-5 : Fonctionnement général

Lever des élèves	6h45	les lits doivent être faits correctement tous les jours , et rien ne doit traîner par terre y compris sous les lits.
Fermeture des dortoirs	7h25 maximum	
Petit déjeuner	De 7h00 à 7h45	Le réfectoire est ouvert jusqu'à 7H55.
COURS		
Repas du soir	De 18h30 à 19h30	Le passage est autorisé jusqu'à 19h15. Le réfectoire est ouvert jusqu'à 19h30.
Etude du soir	De 19h30 à 20h45 (sauf le mercredi)	Salle d'étude surveillée pour tous les élèves. 1 ^{er} appel des élèves. Le calme et le silence sont de rigueur. Le portable doit être remis au surveillant Selon leurs résultats et avec l'accord des CPE, les élèves pourront intégrer les dortoirs pour une étude en autonomie. Soirée libre le mercredi (activités encadrées)
Montée aux dortoirs	De 20h45 à 21h00	2 ^{ème} appel des élèves
Toilette	De 21h à 21h50	
Coucher des élèves	22h	Le silence est de rigueur à partir de 22H00.

- ✕ Les surveillants peuvent proposer des **activités** aux élèves qui sont à jour de leur travail :
- Activités sportives,
 - Sorties culturelles (cinéma, spectacles, ...) ou sportives,
 - Ou toutes activités négociées par les élèves avec les personnels d'encadrement.

- ✕ S'il est constaté un manque de travail personnel ou un manquement aux règles de vie de l'internat plusieurs types de punitions spécifiques* pourront être prises :
- Suppression de sortie ;
 - Suppression d'activités.
 - études obligatoires en journée

*Celles-ci n'excluent pas celles prévues à la section 7 du présent règlement Intérieur.

Article XI-6 : Sorties

Le régime des sorties de l'établissement s'applique aux internes (cf Article II-5) y compris le mercredi, après le repas du midi.

La présence à l'internat doit être effective à 18h30

La présence à tous les repas est obligatoire. Pour les élèves ayant des activités nécessitant la prise de *repas en différé*, **la commande de ces repas devra se faire à l'intendance avant 14h** ; mais cela reste un service exceptionnel rendu aux élèves.

Dès lors qu'un interne souhaite sortir les soirs pour participer à des activités extrascolaires, une demande de la famille doit être au préalable adressée aux CPE. A cet effet, un document type est à la disposition des familles à la vie scolaire. Cette autorisation peut être suspendue. **Le retour dans l'établissement ne peut se faire qu'à heure fixe correspondant à l'ouverture du portail (19h, 19h30, 20h, 20h30, 21h, 21h30) et au plus tard à 21h45.**